



APSACO

African Peace and Security
Annual Conference

Première Edition - 2017

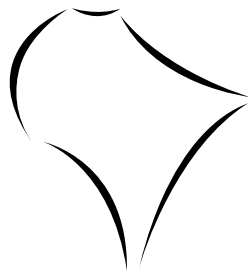
African Union: What are the Possible Options for Strategic Autonomy?

Rapporteur général

Pr. Rachid El HOUDAIGUI Senior Fellow OCP Policy Center

RAPPORT DE SYNTHÈSE

10-11 juillet 2017 - Rabat, Maroc



APSACO

African Peace and Security
Annual Conference

African Peace and Security Annual Conference – APSACO

Première Edition -2017-

African Union: What are the Possible Options for Strategic Autonomy?

RAPPORT DE SYNTHÈSE

10-11 juillet 2017

Rabat - Maroc

I. Introduction

La Conférence Annuelle Africaine Sur la Paix et la Sécurité (APSACO), organisée par l'OCP Policy Center, s'est tenue les 10 et 11 juillet à Rabat. Cette première édition portant sur l'autonomie stratégique de l'Union Africaine (UA) avait pour but principal de mener une réflexion sérieuse et constructive sur les différentes options probables et réalistes de la montée en puissance de cette organisation internationale comme acteur autonome, mais interdépendant avec le monde. La Conférence visait également à lancer un débat africain profond sur la place du continent dans la production du discours stratégique mondial.

Ont participé à cette conférence, des chercheurs, des diplomates, des militaires, des représentants des think tanks et de la société civile, et le secteur privé venant pour certains des pays africains, et pour d'autres de l'Europe et des Etats-Unis. Ont également pris une part active aux travaux, d'honorables hauts responsables, ex- premier ministre, ministres, conseillers, et ex-ministres de la Guinée, de la Côte d'ivoire, du Sénégal, du Royaume-Uni, de la France, du Nigeria, des Etats-Unis d'Amérique, du Ghana, du Portugal et du Maroc.

Outre la cérémonie d'ouverture sous la présidence de M. Karim EL AYNAOUI, Directeur général de l'OCP Policy Center et le discours inaugural de Son excellence Docteur Mohamed DIANE, Ministre d'Etat auprès du Président de la République chargé de la Défense de la République de Guinée, l'agenda de la Conférence comportait également quatre conversations avec des personnalités politiques internationales (format : Keynote Speech & Discussion) et cinq sessions en plénières.

Des informations complémentaires concernant les participants, l'agenda de la conférence et autres statistiques sont regroupées dans un document unique joint en annexe du présent rapport.

II. Cérémonie d'ouverture

Dans son allocution inaugurale, M. Mohamed DIANE, Ministre d'Etat auprès du Président de la République chargé de la Défense, a tout d'abord salué le grand retour du Maroc à l'UA et a transmis les salutations et les félicitations de S/E Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée, aux organisateurs et participants pour la tenue d'une telle conférence.

Poursuivant son propos introductif, Il a signalé la place du Maroc dans l'histoire africaine et le rôle considérable que joue Rabat dans le domaine sécuritaire en Afrique aujourd'hui.

Par la suite, M. Mohamed DIANE a rappelé le processus historique de la construction de l'unité africaine et la transition de l'OUA à l'UA. Cette dynamique a permis à l'Afrique d'avoir une représentation mondiale et d'être acceptée par l'opinion publique internationale.

Il a insisté par ailleurs sur les problèmes structurels auxquels est confrontée l'UA, et sur la nécessité de les comprendre pour mieux les cerner. Ces problèmes sont liés entre autres aux tensions identitaires, qualifiées de « vrai piège pour le continent », aux manques de moyens financiers, à la crise du leadership et à l'isolationnisme sur le continent africain. Sans tomber dans le nihilisme dira-t-il, le temps est moins celui de la théorie que de l'action face aux urgences qui interpellent les Africains.

Il a souligné à cet effet :

- Le besoin d'explorer de nouvelles formes de souveraineté garantissant la sécurité et l'efficacité collective de l'Union africaine contre les menaces et risques communs (terrorisme, famine, climat et santé). De cet ordre, la création du G5 au Sahel est un bon exemple d'actions qui doivent être encouragées et soutenues.
- La nécessité d'innover et de trouver des moyens de financement pratiques, notamment réussir la mise en œuvre du prélèvement de 0,2 pour cent sur les

importations des produits éligibles pour assurer le financement de l'UA.

- L'utilité de renforcer la mise en œuvre des décisions importantes au sein de l'UA.

Auparavant, M. Karim EL AYNAOUI, Directeur général de l'OCP Policy Center a ouvert la Conférence en souhaitant la cordiale bienvenue à tous et en saluant la présence des illustres participants qui ont bien voulu honorer APSACO. Ensuite, il a procédé à une brève présentation de la manifestation. Notre souhait dira-t-il est d'établir, à travers APSACO, un cadre ouvert de dialogue fondé principalement sur des faits. Ce type d'initiatives impliquerait de nombreux décideurs et experts qui auront plus d'intérêt à approfondir le débat. De la même manière, il a souligné le devoir des Think Tanks, tel que l'OCP Policy Center, de renforcer la capacité des décideurs à gérer les défis africains et mondiaux.

A son tour, dans son rapport introductif, le Professeur Rachid EL HOUDAIGUI a souhaité la bienvenue aux participants avant de préciser le sens qu'acquière l'autonomie stratégique dans le contexte africain. Aussi a-t-il souligné que la conférence adopte une acception élargie de l'autonomie stratégique, débordant le seul domaine de la défense (approche restreinte) pour inclure d'autres volets. De cette manière, l'autonomie doit être pensée à long terme et à la lumière des quatre composantes du complexe stratégique africain : paradoxes géopolitiques (vulnérabilité – crise de leadership) ; dépendances géoéconomiques ; incohérences diplomatiques; faiblesses de l'interopérabilité militaire.

La cérémonie d'ouverture s'est achevée par une séance de présentation de l'agenda de la Conférence.

III. Conclusions des *Keynote Speech*

- Sir John SCARLETT a structuré son intervention autour de la question de l'incertitude qui gagne le monde, tout en soulignant que celui-ci a toujours été instable. La différence dira-t-il s'opère dans le caractère rapide des changements en cours : le monde est confronté à l'impact des changements technologiques qui menacent notre environnement et qui débouchent sur l'instabilité. A ce titre, le rôle des médias sociaux est un défi sérieux pour les Etats tant il est difficile de comprendre leurs impacts réels. D'autre part, Sir John Scarlett a précisé que la situation des grandes puissances internationales depuis la fin de la guerre froide et la multiplicité des zones grises (la mer de Chine du Sud-Est, Corée du Nord, la Russie et l'Europe de l'Est, la désintégration des Etats (Irak, Libye, Syrie, Yémen), et les conflits africains) contribuent à entretenir un environnement international chargé d'incertitudes.
- M. Huber VEDRINE d'entrée de propos, a tenu à souligner que la politique française à l'égard de l'Afrique est en constante évolution. Elle s'est adaptée aux différents événements observés au niveau du continent, bien que la France ait été confrontée à des problèmes de sécurité. Il invoquera d'ailleurs qu'aujourd'hui, les relations France-Afrique doivent être discutées sous l'angle économique. Ensuite, il a constaté que l'UA a pris de l'ampleur avant d'appeler à la nécessité de penser cette organisation en sous-région et à la priorité d'une coopération renforcée dans le cadre antiterroriste. Il a proposé par ailleurs la mise en place d'un nouveau système Schengen vers une cogestion sérieuse entre gouvernements (UE-Maghreb-Afrique). Enfin, M. Huber VEDRINE n'a pas manqué de qualifier la politique africaine du Maroc de sérieuse et moderne.
- M. Essy AMARA a entamé son allocution par une rétrospective du contexte africain postcolonial : la bipolarisation de l'Afrique entre le bloc de Casablanca et celui de Monrovia, la construction de l'OUA au lendemain de la conférence d'Addis-Abeba en 1963 et l'intégration de l'Afrique au sein de l'ONU qui a assuré au continent un statut mondial. Il a ensuite identifié deux étapes historiques ratées, le Plan d'action de Lagos, adopté en 1980 et le traité d'Abuja de 1991. Il s'est par ailleurs dit honoré d'avoir piloté la transition de l'OUA vers l'UA avant de souligner que les populations africaines doivent comprendre l'importance de

la nouvelle organisation. Dans le même sens, il a rappelé que les textes et les résolutions peuvent être parfaits, mais leur mise en œuvre ne peut réussir que si les citoyens se les approprient.

- Dans son intervention, M. Paulo PORTAS a délivré, à l’instar de chaque intervenant, sa part des messages avec ses propres nuances sur l’Europe, l’Afrique et le reste du Monde. Ainsi M. PORTAS assure-t-il qu’en dépit du Brexit, l’Europe reste le bloc le plus fort économiquement. En effet, pour lui, la perte d’emploi en Europe n’est ni une conséquence de la mondialisation ni de la délocalisation mais bien celle de la numérisation. Parallèlement, Il fera remarquer que l’augmentation de l’extrémisme en Europe (gauche-droite) gagne davantage le terrain eurosceptique. Concernant l’Afrique, il a déclaré que ce continent pourrait être la vraie surprise du 21ème siècle en raison de son potentiel de croissance. Mais il a pointé la nécessité de créer les conditions de la stabilité politique et judiciaire ainsi que la bonne gouvernance et l’utilisation positive des ressources publiques centrales. Il a ensuite appelé à l’amélioration de la coopération UE-Afrique et à la cohérence de la politique africaine des Etats-Unis. Il finira son propos par la mise en relief du rôle important que pourrait jouer le Maroc dans la fertilisation des terres arables africaines.

IV. Conclusions par panel

Les principales conclusions allant dans le sens de réponses concrètes à ces questions ont été formulées comme suit :

PANEL I : Penser l'autonomie de l'UA dans un monde changeant

Sous la modération de M. Aditi Lalbahadur, le premier panel regroupait M. Jonh Busuttill, M. Solomon Hassan, M. Ahmed Tidiane Sakho et Mme Mari Beth Leonard.

Ce panel a donné lieu à la formulation des quatre principales recommandations indispensables à la concrétisation de l'autonomie stratégique de l'UA au regard des reconfigurations mondiales.

- **L'indépendance financière** : l'ensemble des intervenants ont mis l'accent sur la question de la dépendance, notamment financière. Les échanges ont été donc focalisés sur les réformes proposées par le Livre Blanc du président Kagame, précisément le prélèvement des 0,2% des taxes à l'importation dans les pays membres de l'UA. Tous les intervenants ont insisté sur la nécessité de la concrétisation de cette réforme indispensable à toute autonomie stratégique de l'Union. En effet, « L'autonomie financière conditionne l'autonomie décisionnelle, ou toute autonomie d'action ». Les intervenants non africains y voient d'ailleurs la clé pour asseoir une forte crédibilité de l'Union qui devient de plus en plus l'interlocutrice principale des acteurs étrangers. La présente rencontre a donc été l'opportunité de proposer les voies de mise en œuvre effective de ladite réforme financière.
- **L'impératif doctrinal** : Pour certains intervenants, l'UA est dans l'urgence de définir sa propre doctrine militaire tout comme il est important de renforcer les relations entre l'Organisation et ses partenaires internationaux parmi lesquels l'ONU, l'Union européenne, les Etats-Unis d'Amérique et les BRICS.
- **La consécration des instruments d'échanges inter-Afrique/inter-Acteurs mondiaux** : l'une des réponses importantes à la question de la définition d'une autonomie stratégique est la création de plusieurs plateformes

de discussion, et de dialogues entre acteurs africains et acteurs extérieurs à l'image de la présente conférence de Rabat. Il revient donc au continent de faire asseoir sa vision stratégique commune selon ses perceptions philosophiques du développement, ses réalités géopolitiques et son ossature socioculturelle (identitaires). Il faut dire que l'affranchissement stratégique passe nécessairement par une conviction d'idéal partagée qui elle-même est soutenue par une politique financière indépendante.

- **L'efficacité de l'action de l'UA** : l'Autonomie Stratégique de l'UA doit consister à construire une Union africaine plus forte, aux réels impacts sur le quotidien des populations, avec des objectifs clairs et des échos à l'extérieur.

PANEL II : Les pratiques de l'Union Africaine

Sous la modération de M. Abdallah Saaf, le second panel a réuni M. Kwesi Aning, M. Assoumani Youssouf MONDOHA et M. Jallal ABDEL-LATIF. Les interventions qui ont rythmé la session ont convergé vers les cinq conclusions suivantes :

- **L'implication des populations** : Les réformes doivent suivre une démarche attentive aux besoins des populations; il est donc convenable que ces dernières soient associées au processus de prise de décision. Effectivement, celles-ci doivent sentir les impacts concrets des actions de l'UA sachant que leur adhésion au projet de l'Organisation, susceptible d'asseoir sa légitimité en est tributaire. Ainsi que le reconnaît l'Agenda 2063 de l'Union africaine, aucune société ne peut atteindre son plein potentiel sans accorder davantage d'autonomie aux femmes et sans éliminer tous les obstacles à leur entière participation à tous les domaines de l'activité humaine.
- **L'indispensable réforme structurelle** : les institutions africaines doivent être réformées en rendant plus rationnel leur fonctionnement et en renforçant les capacités des ressources humaines.
- **Pensée une nouvelle forme de souveraineté** : Pour garantir la réussite des réformes, les Etats sont invités à transférer davantage de pouvoir aux institutions de l'UA.

- **La renégociation des accords de libre-échange Afrique/Partenaires extérieurs** : Il s'agit de trouver un équilibre partenarial avantageux pour tous étant donné que les accords bilatéraux n'arrangent pas les Etats. La renégociation des accords de libre-échange avec l'UE et le reste du Monde est donc une étape clé pour asseoir une nouvelle formule.
- **La volonté politique** : Celle-ci est très fondamentale dans cette quête d'une autonomie stratégique de l'Afrique. Les think Tanks doivent contribuer à montrer l'intérêt, voire la nécessité pour les Etats de rendre effectives les réformes allant dans le sens de cette autonomisation.

PANEL III : Repenser le modèle de développement économique Africain

Sous la direction de M. Fathallah Oualalou, le présent panel a vu la contribution de M. Ifediora Chimezie Amobi, Karim El Aynaoui, Larabi Jaidi, Greg Mills et Festus M. Lansana. Les différentes interventions ont appelé à l'édification d'un modèle économique du continent à partir de cinq démarches:

- **Développer le commerce interrégional** : Il s'agit d'optimiser des chaînes de valeurs régionales afin de rendre les économies africaines compétitives. Une telle démarche n'est possible qu'à partir d'une véritable dynamique du commerce interrégional.
- **Le développement solidaire et inclusif** : L'approche d'un développement solidaire et inclusif permet de soutenir à la fois les Etats à faibles revenus et Etats à revenus moyens. Elle se présente comme la plus adaptée aux valeurs et réalités africaines. Pour autant, il faut créer les conditions d'une politique économique inclusive pour les deux types d'Etats.
- **Le renforcement du secteur industriel** : L'industrialisation de l'économie africaine est indispensable à son développement. En effet, elle constitue le passage à maturité d'une économie d'autant plus qu'elle permet la transformation locale des matières premières et la mise en place d'importantes industries telles que l'industrie automobile, l'aéronautique et l'agro-industrie. L'exemple

du Maroc dans le secteur des phosphates et les trois autres susmentionnées sont un cas d'école en la matière.

- **La valorisation du rôle de la diaspora africaine :** L'apport de la diaspora africaine dans le développement économique du continent est à valoriser et renforcer. Il représente pour certains pays, une part importante dans le développement et devrait ainsi être encouragée. C'est un élément à prendre davantage en compte.
- **Enfin,** de la sécurité alimentaire à l'électrification du continent en passant par l'éducation et à la maîtrise démographique, les pays africains se trouvent dans l'obligation de fonder conjointement leurs efforts dans un esprit attaché aux principes et valeurs de la solidarité africaine et conformément à l'approche « solutions africaines aux problèmes africains ».

PANEL IV : La Sécurité collective

Sous la direction de M. Rachid El Houdaigui, le quatrième panel a réuni M. Abdelhak Bassou, Le Général de Brigade Mohamed Znagui Sid 'Ahmed Ely, Le Air Vice Marshal Griffiths Santrofi Evans, Le Vice Admiral Michael Franken, Le Lt-Gen Aliyu G. Mohammed et M. Rudolph Atallah. Leurs interventions se sont attelées à dresser cinq alternatives pragmatiques et réalistes pour asseoir l'approche d'une "sécurité collective en Afrique".

- **L'approche holistique de la sécurité collective :** l'Afrique doit concevoir la sécurité collective à l'aune de ses réalités : cela signifie qu'il faut sortir d'une conception étroite et classique vers une conception holistique focalisée premièrement sur les questions de développement socio-économique.
- **Le développement d'une conscience collective de l'insécurité :** Un système de sécurité collective nécessite un sentiment partagé de menace commune (l'existence d'un Complexe de sécurité). Il est donc important que l'Afrique donne un sens réel au concept de « solidarité » présent dans les discours des décideurs sur la base du développement d'une conscience collective de l'insécurité dans les sous-régions et sur le continent.

- **La consécration des approches régionales** : face au défi des diversités et divergences politiques en Afrique, il est important que l'on se montre pragmatique en définissant d'une part des objectifs clairs et précis et d'autre part en structurant des approches régionales comme préalable à la sécurité collective africaine.
- **La modernisation et le renforcement du secteur sécuritaire** : la plupart des États africains devraient engager des réformes majeures du secteur de la sécurité (services de police, militaires et de sécurité). En effet, ces pays ont principalement besoin de renforcer les capacités des forces de police et d'exercer pleinement le contrôle de leurs frontières.
- **L'indispensable interopérabilité** : il est indispensable que l'UA devienne financièrement autonome afin d'aider les États faibles à accéder à des équipements de haute qualité, favorisant l'interopérabilité. La flexibilité dans le fonctionnement des armées doit être assurée.

Policy Panel

Sous la direction de M. Mohamed Loulichki, le dernier panel a regroupé Mme Bronwyn Bruton, M. Michel Duclos, M. Jonathan Eyal et M. Satigui Koné. À l'aune des précédentes interventions et discussions, la dernière session a relevé les grands défis continentaux d'avenir sous forme de recommandations parmi lesquelles :

- **La réforme institutionnelle** : L'Union africaine doit se recentrer sur ses principales missions et sur les secteurs à forte valeur ajoutée (infrastructures, sécurité et gouvernance).
- **L'autonomie sectorielle et de l'Afrique** : Les Africains devraient investir davantage dans leurs propres capacités sans soutien externe substantiel. La nouvelle mission doit être celle de conscientiser et responsabiliser ces derniers face au devoir de s'autogérer. Par ailleurs, la construction de l'autonomie est tout aussi convenable en matière de l'offre et l'investissement en infrastructures.
- **Le rôle de l'UA dans le processus de mondialisation** : l'UA peut jouer un

rôle pour les Africains dans le processus d'intégration mondiale mondialisation, en consultant les institutions multilatérales en tant que porte-parole du continent pour l'émergence réelle du Village mondial

- **L'émergence de la philosophie panafricaine** : La pensée profonde africaine et le sentiment collectif est plus que jamais à développer. L'enjeu étant de permettre la formation d'une société civile panafricaine informée et appelée à réfléchir aux principaux objectifs continentaux.
- **La valorisation de la jeunesse** : Les secteurs public et privé devraient investir dans la jeunesse.

V. Conclusion : L'Autonomie stratégique de l'UA ou l'indispensable édifice collectif à bâtir

A la lumière de ce qui précède, il apparaît que le présent et l'avenir de la construction africaine n'a d'autre socle principal que la Concrétisation de l'autonomie stratégique de l'institution continentale. Celle-ci est le gage d'une crédibilité interne et externe. Elle devra s'ancrer dans les réalités africaines, en évitant toute sorte de mimétisme ou d'attentisme. Les nouvelles donnes dans l'ordre international, notamment, l'affirmation souverainiste des puissances classiques et des émergentes doit interpeller les décideurs africains pour accélérer la constitution d'un ensemble stratégique. Mutualiser leurs actions à tous les niveaux (Étatique, l'UA et les Organisations sous-régionales) et les focaliser sur des secteurs stratégiques du développement socio-économique, est la clé de leur réussite. Mais, l'« Afrique des Etats » ne saura à elle seule réussir l'édification de cette « autonomie stratégique » sans une participation effective d'une « Afrique des peuples », des acteurs de la société civile (au sens large) aux citoyens internes et externes africains, à la prise de décisions. Ces dernières ne sauront être concrètes que si elles reflètent et répondent véritablement aux attentes des peuples africains.

Annexe I : Statistiques de la Conférence Annuelle Pour la Paix et la Sécurité en Afrique (APSACO)

Intervenants et Présidents de Sessions

Total: 33

Distribution:

Cameroun	1
Comores	1
Ethiopie	1
Ghana	2
Guinée	1
Côte-d'Ivoire	1
Mauritanie	1
Nigeria	2
Sierra Leone	1
Afrique du Sud	2
Tunisie	1
Maroc	7
France	4
Portugal	1
Espagne	1
Royaume Uni	2
Etats-Unis	4

Participants

Total: 79

Distribution:

Benin	1
Burkina-Faso	1
Cameroun	1
Congo (DR)	1
Ethiopie	3
Gabon	1
Guinée	5
Guinée-Bissau	1
Côte-d'Ivoire	1
Niger	1
Nigeria	2
Sénégal	2
Afrique du Sud	1
Tchad	1
Togo	1
Maroc	45
Belgique	1
France	2
Royaume Uni	3
Etats-Unis	5

Profile des Intervenants

Représentants de Think Tanks et Société Civile :	18
Diplomates et Représentants de Gouvernements :	8
Hauts Gradés Militaires :	4
Universitaires :	2
Secteur Privé :	1

Profile of Participants (Approximation)

Représentants de Think Tanks et Société Civile :	15
Diplomates :	27
Universitaires :	26
Secteur Privé :	11

